Francegaz
ENSEMBLE, TRANSFORMONS L'ÉNERGIE

Tribune : Veut-on vraiment arrêter la filière gaz au détriment de son potentiel pour la France et ses territoires ?

Alors que la France prépare sa prochaine Programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE), un seul enjeu devrait tous nous réunir : consolider les filières énergétiques et industrielles qui feront le mix de demain. Un mix qui nous permettra d'atteindre nos objectifs de neutralité carbone et de souveraineté énergétique.

Or, nous n'en prenons pas le chemin ! Pis, nous réduisons nos chances de réussir cet immense défi, que seule l'alliance de toutes les énergies d'avenir permettra de relever.

Doit-on rappeler que seuls un peu plus de 50% du mix énergétique de demain sera, selon #RTE, électrique ?

Comment parviendrons-nous à décarboner les 50% restants si l'on commence, dès aujourd'hui, à affaiblir les solutions complémentaires les plus dynamiques, comme celles offertes par les gaz verts, seule filière EnR à avoir dépassé (et largement !) les objectifs de la dernière PPE ?

« Energie de transition », dit-on trop souvent pour qualifier le gaz vert français. Est-ce ainsi que l'on qualifie une énergie qui représentera sous une forme 100% renouvelables et made in France, soit 30% du mix énergétique de demain ?

L'examen du projet de loi de Finances pour 2025 a, une fois de plus, illustré l'impasse dans laquelle la réflexion publique, cornérisée par un électro-centrisme débridé de manière malsaine, se situe, en assumant notamment le choix de faire payer aux consommateurs de gaz une hausse supplémentaire du tarif normal d'accises.

Des clients gaz qui, si le texte budgétaire se maintient en l'état, seront donc taxés davantage, même lorsqu'ils choisissent le biométhane, un gaz vert et produit en France par des emplois non délocalisables, plutôt que fossile et importé… et dont de nombreux pays nous envient à Bruxelles le potentiel.

La Suède exonère de taxe carbone les consommateurs de gaz verts. La Commission européenne a validé cette mesure. N'est-ce pas là un exemple que nous devrions regarder de plus près ?

Les contraintes budgétaires qui sont les nôtres sont celles de toute la nation. L'industrie gazière en prend sa part mais appelle à faire preuve de distinction. Les économies du présent ne doivent pas oblitérer l'avenir !

../..

Les chaudières gaz ne sont pas des « chaudières fossiles », comme il est trop souvent dit. Elles sont des chaudières alimentées par des combustibles dont le verdissement par du gaz vert français ne dépend que de la volonté politique !

La France est une puissance gazière qui s'ignore. Et pour encore combien de temps ? Combien de temps avant que la France ne valorise l'ensemble de ses atouts, ceux qui pourront réduire son déficit commercial, ses approvisionnements énergétiques extérieurs, réindustrialiser ses territoires, exporter son savoir-faire, donner aux Français le choix dans leur mode de transport et de chauffage ?

Combien de temps avant que les 13 TWh de capacités de production de biométhane reconnus à fin 2024, soit en puissance l'équivalent de deux réacteurs nucléaires, ne soit enfin pleinement reconnu comme les prémisses d'une révolution énergétique déjà engagée par nos territoires ruraux et urbains ?

Combien de temps avant de comprendre que la filière méthanisation, dont 85% des projets repose sur l'investissement de nos agriculteurs et de nos collectivités locales, contribue d'ores et déjà à décarboner le logement, l'industrie et la mobilité lourde, et qu'elle sera demain complétée par de nouvelles filières, comme la pyrogazéification, la gazéification hydrothermale, le power-to-méthane, le captage et le stockage de carbone, sur lesquelles nos voisins européens avancent ?

Combien de temps avant de comprendre que la transition gazière repose d'ores et déjà sur un tissu industriel composé de plus de 500 TPE/PME et start-up œuvrant sur l'ensemble de la chaine de valeurs, s'exportant à l'international grâce à la compétence de nos ingénieurs et à la confiance des investisseurs, qui savent l'attrait des Français pour le développement de projets de proximité ?

Aujourd'hui, l'industrie gazière représente 230 000 salariés et prévoit de créer jusqu'à 170 000 emplois supplémentaires d'ici 2050 pour accompagner sa « défossilisation ». Combien de temps avant que cette révolution ne soit vue comme une chance, la chance de sortir enfin des slogans et de miser sans tarder sur nos territoires et sur un vecteur de réindustrialisation déjà opérant ?

France gaz défendra sans relâche la vision d'un mix énergétique diversifié et équilibré. Aussi prend-elle les Français à témoin. Les choix budgétaires consacrés dans le projet de loi de Finances actuellement examinés au Sénat ne vont pas dans le sens de l'intérêt national, de l'avenir de notre nation en tant que puissance industrielle, fer de lance de la transition écologique.

Mais il est encore temps de rectifier le tir ! Dans ce texte comme dans la future PPE, France gaz continuera de défendre ardemment une autre vision, moins univoque, plus conforme à la diversité de notre pays et la réalité d'une économie en quête de solutions efficaces choisies et non contraintes tant nécessaires à la cohésion nationale.